

Initiatives ministérielles

• (1640)

J'ai hâte que le comité commence ses travaux. J'ai beaucoup d'autres choses à dire, mais je ne les dirai pas aujourd'hui. Je voudrais simplement demander aux autres députés qui parlent au nom du gouvernement de bien préciser que la chose sera sérieuse, qu'il ne s'agira pas simplement d'un exercice de participation, car si c'est simplement une occasion pour les députés et les Canadiens intéressés de se faire valoir, cela ne nous sortira pas de l'impasse constitutionnelle.

Je peux dire, au nom de notre caucus, que nous espérons avec ferveur que le gouvernement utilisera le travail que nous avons l'intention de fournir au comité pour faciliter l'achèvement de l'oeuvre constitutionnelle en cours.

[Français]

M. Douglas Young (Gloucester): Monsieur le Président, c'est avec beaucoup de fierté, mais aussi avec beaucoup d'inquiétude, que je prends la parole afin de discuter de cette motion présentée par le premier ministre (M. Mulroney) aujourd'hui. Évidemment, monsieur le Président, vous ne serez pas surpris de savoir que l'initiative que M. McKenna a prise pour essayer de débloquent tout ce processus constitutionnel en a été une qui, en partie, m'a préoccupé lorsque j'étais membre du gouvernement McKenna, au Nouveau-Brunswick, comme politicien provincial. Mais cela va beaucoup plus loin, monsieur le Président, parce que je crois que, aujourd'hui, si jamais il y a eu un moment, depuis très longtemps, où les politiciens et les parlementaires devraient se préoccuper du Canada plutôt que du processus, qu'on devrait se préoccuper des aspirations des provinces de l'Atlantique, de l'Ouest, du Canada central, du Québec. Ce n'est pas une question de discuter dans l'abstrait d'une notion ou d'une théorie constitutionnelle, c'est que, il me semble, monsieur le Président, que, aujourd'hui, à la veille du 23 juin, tous les Canadiens et les Canadiennes doivent avoir un objectif qui sera celui de voir comment on peut vivre ensemble: les Anglais, les Français, les gens des régions éloignées, les autochtones. Ce n'est pas le temps de penser à soi, que l'on soit Québécois, que l'on soit Néo-Brunswickois. La question qui doit nous préoccuper, c'est comment trouver la solution au problème.

Certes, ce ne sera pas facile. Et je veux souligner, monsieur le Président, que la proposition mise de l'avant par le premier ministre du Nouveau-Brunswick est un début, et, selon son propre aveu, n'est pas la solution finale.

[Traduction]

Comme nous n'en avons pas souvent l'occasion, je voudrais féliciter le premier ministre, le chef de l'opposition et le chef du NPD d'avoir donné le ton de ce très important débat au cours duquel nous devons, à notre façon, essayer de dire si nous croyons pouvoir résoudre l'énigme canadienne. Ce n'est pas nouveau, mais il est certain que des tensions—régionales, religieuses dans le passé, linguistiques en permanence—ont existé et continueront d'exister dans ce pays en raison de sa population, de sa taille et de sa géographie.

Ce n'est certainement pas le moment d'être égoïste et de commencer à chercher qui avait tort et qui avait raison, et qui a fait quoi en 1980, en 1986, sur les plaines d'Abraham ou lors du peuplement de l'Ouest. Tout cela est très important. Mais le défi qui se pose aux Canadiens, et ils l'ont dit eux-mêmes, c'est de couper court à l'enflure politique et à la surenchère à la recherche de victoires politiques sur ce dossier.

Je pense aujourd'hui que tous et toutes ici aimeraient siéger à ce comité parlementaire. Quand je regarde autour de moi à la Chambre, je pense à ceux et à celles qui ont comparu devant nous, à ces bâtisseurs, à ces gens d'imagination qui comprennent ce que le Canada pourrait et devrait être, je sens que nous devons faire très attention, car l'histoire nous jugera très sévèrement si nous ratons l'occasion d'essayer de notre mieux pour faire comprendre aux Canadiens que les démarches constitutionnelles sont d'une extrême complexité, d'une très grande difficulté, qu'elles ouvrent la porte aux dissensions, mais que nous ne devons jamais renoncer à les entreprendre car c'est à la mesure de nos moyens.

Parfois, je me persuade en dernière analyse que j'ai dû mal comprendre, parce que s'il fallait en croire certains les points de vue régionaux ou personnels prennent le pas sur le Canada. Il y a des gens qui ne comprennent rien à rien et qui vous disent sans sourciller «Je comprends ce que ressentent les Albertains», ou «Je sais parfaitement ce que ressentent les Québécois».

À l'échelle de nos petites localités et de notre vie individuelle nous avons déjà du mal à surmonter nos problèmes en famille, au village, à la ville, à nous entendre entre petits groupes dans les associations, les réunions d'église et les partis politiques, et voilà que certains n'hésitent pas à prétendre qu'ils comprennent les problèmes complexes qui nous confrontent.